

UNION EUROPÉENNE ENTRE COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE ET AMBITIONS CLIMATIQUES

Bruxelles revoit ses priorités

L'Union européenne a proposé hier de mettre un coup de frein à certains de ses projets sur le climat pour donner un peu d'air aux entreprises, soumises à une concurrence féroce venant des Etats-Unis et de la Chine.

Sous la pression d'industriels, de Paris et de Berlin mais au grand dam des ONG, la Commission européenne a proposé la modification de plusieurs textes très ambitieux, dont certains ont été adoptés il y a quelques mois à peine. En faisant cela, l'Europe montre qu'elle «sait se réformer», a affirmé le commissaire européen Stéphane Séjourné. «Sans troncner mais avec des hommes et des femmes compétents, qui écoutent les acteurs économiques», a-t-il lancé, en clin d'œil à Elon Musk et au président argentin Javier Milei.

L'exécutif européen souhaite très concrètement :

- Le report d'un an et la révision du «droit de vigilance» imposé aux industriels. Ce texte exigeait des entreprises qu'elles préviennent et remédient aux violations de droits humains et dommages environnementaux tout au long de leur chaîne de valeur, y compris chez leurs fournisseurs et sous-traitants.

- Faire passer de 50 000 à 10 000 le nombre d'entreprises devant se plier à une sorte de comptabilité verte. Le but de cette règle était d'harmoniser la manière dont les entreprises publient leurs données de «durabilité», mais elle était très critiquée par les lobbies patronaux.

La cheffe de l'exécutif européen Ursula von der Leyen avait placé la lutte contre le changement climatique au cœur de son premier mandat. Mais face au risque d'une guerre commerciale avec l'Amérique de Donald Trump, qui menace d'imposer de nouveaux



L'Europe annonce mettre un coup de frein à certains de ses projets sur le climat pour donner un peu d'air aux entreprises compte tenu de la nouvelle conjoncture économique.

droits de douane au Vieux continent, elle tourne son attention vers les entreprises.

Bataille au Parlement

La révision de ces textes sera soumise à l'approbation du Parlement européen et des Etats membres. Au Parlement, la bataille s'annonce «très difficile», prédit une eurodéputée française centriste. Illustration du virage pris par Bruxelles, la parlementaire soutenait il y a encore quelques mois les textes, qu'elle veut aujourd'hui modifier. «Il est vrai qu'en tant qu'élue, quand tu as travaillé pendant cinq ans sur un

dossier, ce n'est pas très facile de dire que tu t'es trompée», confie-t-elle. «Mais je pense que le monde a complètement changé depuis», assure la députée, évoquant entre autres les tensions géopolitiques et la poussée de la droite et de l'extrême droite aux dernières élections européennes.

Dans une lettre publiée la semaine dernière, les socialistes ont exhorté la Commission à «revoir» sa copie. Tout comme les ONG environnementales, vent debout contre cette proposition. «C'est du pur délire», dénonce Amandine Van Den Berghe, de l'ONG ClientEarth. «Changer de cap maintenant pénaliserait fortement les grandes entreprises qui se sont engagées dans la voie du développe-

ment durable et qui ont commencé à investir de l'argent et des ressources pour se conformer à la législation», assure-t-elle.

L'Europe rétorque qu'elle n'entend pas remettre en cause la lutte contre le changement climatique, ni même son ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. «Nos objectifs climatiques et sociaux restent inchangés», a assuré

la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen lors d'un discours face à des industriels, réunis à Anvers. C'est d'ailleurs pourquoi elle a également dévoilé mercredi une stratégie pour soutenir la décarbonation de l'industrie européenne, baptisée «Pacte pour une industrie propre».

Mobiliser «jusqu'à 100 milliards d'euros»

Dans ce document d'une vingtaine de pages figurent peu de propositions chiffrées, à part l'objectif de «mobiliser jusqu'à 100 milliards d'euros» pour des projets d'industrie propre.

Il comprend aussi une ribambelle d'incitations pour investir dans l'énergie verte, avec une emphase sur le «made in Europe». L'Union européenne propose aussi des achats groupés de matières premières essentielles pour l'électronique et les technologies propres, un peu à la manière de ce qu'elle a fait avec les vaccins durant la pandémie.

GROS PLAN

TRUMP ANNONCE QUE LES PRODUITS EUROPÉENS SERONT «PROCHAINEMENT» TAXÉS À 25 %

Le président américain Donald Trump a annoncé hier, à l'occasion de la première réunion de son cabinet à la Maison Blanche, que les produits européens feront l'objet «prochainement» de 25 % de droits de douane. «Nous avons pris la décision, ce sera 25 %», a assuré Trump, soit le niveau auquel les produits canadiens et mexicains devraient également être taxés à partir de début avril.

ÉTATS-UNIS FORT REcul DES VENTES EN EUROPE

Tesla en difficulté à Wall Street

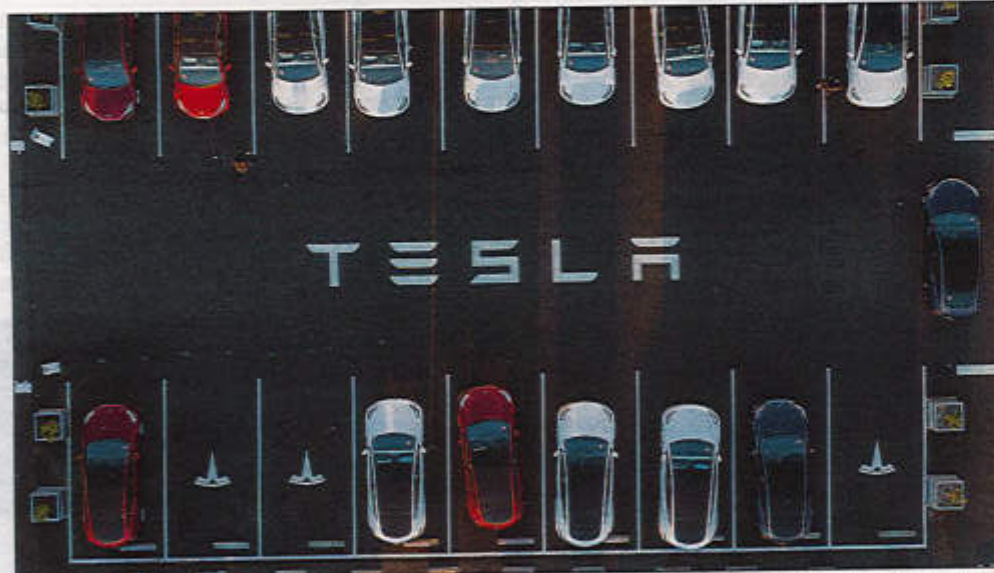
Le pionnier des véhicules électriques Tesla a dévissé en Bourse, laissant s'envoler 89 milliards de dollars de valorisation, après l'annonce de ventes en chute libre en Europe, à cause d'un renouvellement de gamme et possiblement des prises de position de son patron Elon Musk.

Mardi, le cours de l'entreprise cotée à New York a dégringolé de 8,39 % à 302,80 dollars, et sa capitalisation boursière passait en conséquence sous la barre des 1 000 milliards de dollars. Depuis mi-décembre, le constructeur a perdu un tiers de sa valorisation en Bourse et a effacé mardi 89 milliards de capitalisation boursière.

Le cours de l'action Tesla avait bondi après l'élection présidentielle américaine de 2024, les investisseurs pariant que la proximité d'Elon Musk avec Donald Trump pourrait être favorable à ses entreprises. Désormais, «nous pensons que Tesla est clairement confronté à des défis en Europe et que les problèmes liés à l'image de Musk accentuent les vents contraires», estime Dan Ives, de Wedbush Securities.

Anti-Musk

Malgré un bond des immatriculations de véhicules électriques en Europe (+34 % sur un an), les ventes de Tesla ont été en chute libre en début d'année, selon des données publiées mardi par l'As-



Il y a eu, en janvier 2025, deux fois moins d'immatriculations de véhicules Tesla dans l'Union européenne qu'en janvier 2024.

sociation des constructeurs européens (ACEA). D'après l'ACEA, il y a eu 7 517 immatriculations de véhicules Tesla en janvier 2025 dans l'Union européenne, contre plus de 15 000 un an plus tôt. L'entreprise avait annoncé fin janvier une baisse de 1 % de ses livraisons

en 2024, le premier recul de son histoire, alors qu'il anticipait «une légère augmentation».

Les ventes du groupe patinent à cause d'un changement de gamme, avec notamment l'arrivée de modèles à bas coût, dont la production devrait commencer au

premier semestre, a assuré fin janvier Tesla. Le groupe s'est aussi fait grignoter des parts de marché par des constructeurs traditionnels comme General Motors, Ford ou Toyota, et par des startups comme Rivian, désormais soutenue par le géant allemand Volkswagen.

Mais selon Dan Ives, les «vents contraires» auxquels fait face Tesla sont aussi liés, de «10 à 15 %», aux comportements anti-Musk des consommateurs.

Proche allié de Donald Trump, Elon Musk dirige la «commission pour l'efficacité gouvernementale» (Doge), dont les équipes vont de service en service pour tailler dans les dépenses et licencier du personnel de la bureaucratie fédérale, jugée trop lourde et coûteuse par le président américain et ses soutiens.

Mardi, M. Musk a donné une nouvelle chance aux fonctionnaires fédéraux américains de justifier de leur activité professionnelle sous peine d'être renvoyés, en repoussant sine die l'échéance de son ultimatum.

Le milliardaire a aussi affiché son soutien au parti d'extrême droite allemand AfD après son résultat record aux législatives. Les opinions politiques d'Elon Musk en Europe et en Allemagne ne sont «pas la meilleure chose pour les ventes de Tesla», a déclaré l'analyste Dan Ives.

En bref

■ Inde

Clap de fin pour la Kumbh Mela

La Kumbh Mela, immense rassemblement religieux hindou au cours duquel plus de 620 millions de fidèles ont convergé pendant six semaines à Prayagraj, dans le nord de l'Inde, s'est avec un dernier bain sacré. Le parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi se félicite du succès de cette édition qui, à ses yeux, a renforcé l'identité hindoue et la prospérité nationale. M. Modi et son fidèle allié, Yogi Adityanath, un moine qui prône un hindouisme radical et ministre en chef de l'Etat de l'Uttar Pradesh, où le rassemblement s'est tenu, ont qualifié cette Kumbh Mela de la plus «grandiose» de tous les temps, en dépit de deux bousculades qui ont fait des dizaines de morts.

■ Vatican

L'état du pape François enregistre une «nouvelle légère amélioration»

L'état de santé du pape François, hospitalisé pour une pneumonie aux deux poumons, est en «légère amélioration», a annoncé hier soir le Vatican, précisant que son pronostic reste «réservé». Cette hospitalisation, la quatrième mais aussi la plus longue depuis le début du pontificat en 2013, suscite de vives inquiétudes alors que le pape a déjà été affaibli par une série de problèmes ces dernières années, allant d'opérations du côlon et de l'abdomen à des difficultés à marcher.

■ Syrie

Les contours du futur Etat sans rallier les Kurdes

La conférence de dialogue national, mardi à Damas, a tracé les grandes lignes du futur Etat en Syrie après la chute de Bachar al-Assad, insistant sur le désarmement nécessaire des groupes armés, mais sans rallier l'administration autonome kurde, qui n'était pas invitée. «Cette conférence ne représente pas le peuple syrien, et, en tant que partie de la Syrie, n'ayant pas été représentés, nous nous réservons le droit de nous y opposer tant sur la forme que sur le fond, et ne serons pas partie prenante dans la mise en oeuvre de ses résultats», ont déclaré les Forces démocratiques syriennes (FDS).